



Jeudi 23 octobre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Mesures tendant à limiter la durée des sessions ordinaires de l'Assemblée générale: mémoire du Secrétaire général (A/2206) 149

Président: M. Lester B. PEARSON (Canada).

Mesures tendant à limiter la durée des sessions ordinaires de l'Assemblée générale: mémoire du Secrétaire général (A/2206)

[Point 50 de l'ordre du jour]

1. Le **PRESIDENT** (*traduit de l'anglais*): Les membres de l'Assemblée générale ne sont pas sans se rappeler qu'au cours de la sixième session, sur l'initiative de la délégation de la Norvège, cinq Membres ont présenté une proposition [A/C.5/L.173] qui tendait à limiter la durée de la session ordinaire de l'Assemblée générale. A la suite de cette proposition, l'Assemblée générale a décidé [373^{ème} séance] d'inscrire cette importante question à l'ordre du jour de la présente session et a prié le Secrétaire général de rédiger un document de travail qui lui servirait de base pour l'examen de cette question. L'Assemblée générale est saisie de ce document de travail, qui se présente sous la forme d'un mémoire rédigé par le Secrétaire général (A/2206).

2. Dans ce mémoire, le Secrétaire général fait observer que, conformément aux mesures prises pendant la sixième session, il a conféré avec les gouvernements des Etats Membres, avec les délégations permanentes et avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Je crois comprendre qu'il a procédé à ces consultations non seulement sous la forme de communications où il priait tous les Etats Membres de faire connaître leurs vues par écrit, mais aussi au cours d'entretiens détaillés avec les membres des délégations permanentes pendant les mois qui ont précédé la présente session de l'Assemblée générale. Le Secrétaire général m'a fait connaître qu'il s'était efforcé de faire écho, dans son mémoire, aux thèses sur lesquelles se faisait le maximum d'accord et que les propositions qu'il avait formulées étaient celles qui reflétaient les principales tendances de la pensée des membres de l'Assemblée générale sur ce point. J'estime donc qu'il est juste de dire que le document dont l'Assemblée générale est maintenant saisie représente une étude sérieuse et réaliste de cette très importante question.

3. Comme on le sait, l'Assemblée générale a décidé, il y a quelques jours [382^{ème} séance], d'examiner directement cette question en séance plénière, étant

entendu que les amendements au règlement intérieur ainsi adoptés en séance plénière devraient être portés à la connaissance de la Sixième Commission avant que l'Assemblée générale ne prenne une décision définitive; elle a décidé en outre que la Cinquième Commission devrait avoir la possibilité d'examiner les conséquences que les incidences financières de toutes propositions pourraient avoir sur les prévisions budgétaires.

4. Il va de soi que l'Assemblée générale décidera elle-même de quelle manière il convient d'examiner cette question; mais, avec l'espoir de faciliter ainsi cette décision, je propose de suivre la procédure ci-après pour examiner la question.

5. Tout d'abord, si l'Assemblée est d'accord, nous pourrions procéder à une discussion générale de la question dès maintenant, en séance plénière, en prenant comme base de cette discussion le mémoire du Secrétaire général, qui avance diverses propositions d'ordre général et qui indique également les articles du règlement intérieur qu'il serait utile de modifier. Il faut espérer qu'au cours de cette discussion générale, l'Assemblée générale sera en mesure d'aboutir à une entente provisoire sur ces propositions d'ordre général et sur les articles du règlement intérieur qu'il conviendrait de modifier.

6. S'il lui est possible de le faire à ce moment, c'est-à-dire lorsqu'une entente générale provisoire se sera réalisée sur ce point, l'Assemblée générale pourrait alors suspendre l'examen de cette question en séance plénière, pour donner à la Cinquième Commission le temps d'examiner toute question qui aurait des incidences financières, et à la Sixième Commission d'examiner, en s'inspirant des délibérations en séance plénière, les amendements qu'il faudrait apporter au règlement intérieur. La Sixième Commission serait saisie des amendements qui figurent à l'annexe au mémoire, ainsi que de tous projets d'amendement que l'Assemblée générale aurait adoptés au cours de ses séances plénières.

7. Si vous estimez que cette procédure convient, l'Assemblée générale pourrait alors reprendre l'examen de cette question ultérieurement, en séance plénière, lorsque les Sixième et Cinquième Commissions auront fait rapport à l'Assemblée générale sur les points qui

leur auront été renvoyés. Saisie du rapport de ces deux Commissions, l'Assemblée générale serait alors en mesure de prendre des décisions définitives, tant sur les propositions générales qui auraient pu faire l'objet d'une entente provisoire que sur les amendements au règlement intérieur. A ce moment, l'Assemblée générale pourrait également examiner sous quelle forme il y aurait lieu de consigner ces décisions définitives.

8. Si cette procédure rencontre l'agrément de l'Assemblée générale, nous pourrions terminer l'examen de cette question, à l'exclusion peut-être des paragraphes 48 et 49 du mémoire du Secrétaire général. Ces deux paragraphes sont consacrés à des propositions relatives aux dates d'ouverture et de clôture des sessions ordinaires; or, je suppose que l'Assemblée générale ne désirera pas prendre dès maintenant de décision définitive à ce sujet, mais qu'elle le fera beaucoup plus tard lorsqu'elle sera mieux à même de se prononcer sur les conséquences de la décision, prise cette année, de retarder la date d'ouverture de la présente session et sur l'effet que cette décision aura pu avoir sur la durée de la session.

9. Si vous vous ralliez à la procédure que je viens d'exposer, et qui n'est qu'une idée que je vous sou mets, je proposerai de commencer dès maintenant la discussion générale du mémoire du Secrétaire général.

10. S'il n'y a pas d'objection à la procédure que je viens de proposer pour examiner ce point de notre ordre du jour, nous pourrions procéder à l'examen de cette question en nous conformant à cette procédure et nous pourrions alors commencer la discussion générale, qui sera, en un sens, une discussion préalable du mémoire du Secrétaire général. Pour ouvrir ce débat, je donne tout d'abord la parole au représentant de la Norvège.

11. M. ENGEN (Norvège) (*traduit de l'anglais*): La délégation norvégienne juge opportun d'intervenir brièvement au début de la discussion de la question actuellement soumise à l'Assemblée, parce que c'est en un sens à cause d'elle que ce point se trouve évoqué à la présente session.

12. Lorsque, à la fin de la dernière session, ma délégation a pris l'initiative de demander au Secrétaire général d'étudier la question de la limitation de la durée des sessions ordinaires de l'Assemblée générale, nous étions surtout animés du désir de déterminer par quel moyen l'Assemblée peut s'acquitter de ses fonctions d'une manière aussi efficace et rapide que possible, en améliorant le règlement intérieur lorsque cette amélioration semble nécessaire et souhaitable, en perfectionnant les usages et les méthodes établis par l'Assemblée et les Commissions, en prévoyant la liberté d'action nécessaire lorsqu'il s'agit de fixer l'ordre du jour des sessions ordinaires, et par d'autres mesures analogues.

13. Cela dit, je tiens à ajouter que ma délégation n'ignore certes pas qu'une simple modification du règlement intérieur ne résoudra pas les problèmes que la durée des sessions pose à tous ceux d'entre nous qui participent aux travaux de l'Assemblée. Nous ne devons certainement pas perdre de vue qu'il importe par-dessus tout de faire en sorte que l'Assemblée générale des Nations Unies reste la plus éminente tribune du monde pour la libre discussion et la libre négociation, une tribune où chaque Membre doit voir sauvegardé son droit d'exprimer son opinion. Cela ne saurait toutefois justifier les Membres des Nations Unies à

regarder avec complaisance le règlement intérieur et les méthodes actuelles et à les considérer comme parfaits. En ce qui la concerne, ma délégation ne croit pas que notre règlement intérieur et nos méthodes de travail soient parfaits. On peut les améliorer, et nous estimons qu'il le faut.

14. Il semble à ma délégation que le Secrétaire général, dans le mémoire qu'il nous a adressé, aborde le problème d'une manière sage et raisonnable, et je tiens, au nom de ma délégation, à féliciter le Secrétaire général et ses collègues de ce document utile et précieux, résultat d'une coopération féconde du Secrétariat et des délégations.

15. Je n'ai pas l'intention, en ce début de discussion, d'examiner les nombreuses idées, observations et propositions concrètes qui figurent dans le mémoire du Secrétaire général. Si j'ai bien compris, le Président a indiqué aujourd'hui qu'un débat aurait lieu plus tard. Je tiens toutefois à m'associer très nettement à ce que le Secrétaire général déclare aux paragraphes 7 et 8 de son mémoire:

"7. Il est certain que si la prolongation des sessions ordinaires de l'Assemblée est due à des procédures défectueuses, elle n'augmente pas le prestige de l'Assemblée aux yeux du monde. En outre, elle présente des inconvénients pour l'Assemblée elle-même, aussi bien que pour l'ensemble de l'Organisation.

"8. Par suite de la tendance qui s'est manifestée chaque année de prolonger les sessions de l'Assemblée générale, les gouvernements ont eu beaucoup de peine à maintenir les mêmes délégations à l'Assemblée générale pendant toute la durée des sessions. Le Secrétaire général comprend que l'on ne peut pas demander aux membres des gouvernements et des parlements nationaux de renoncer, au-delà d'un certain laps de temps, aux tâches qui leur incombent dans leur pays. En revanche, il est persuadé que les travaux de l'Assemblée générale gagneraient beaucoup à ce que des hommes d'Etat éminents y participent directement, si possible pendant toute la durée des débats. Une plus grande stabilité dans la composition des délégations améliorerait la qualité de ces travaux, et il serait plus facile d'obtenir cette stabilité si la durée des sessions ordinaires était limitée plus strictement."

16. Ce point est d'une importance fondamentale. Ce n'est faire aucune injure aux délégations permanentes que dire que nous ne relevons pas *ipso facto* de la catégorie des "hommes d'Etat éminents" dont le Secrétaire général parle dans son mémoire. Je crois que nous avons tous conscience du fait que l'un des grands avantages que les sessions ordinaires présentent pour les Etats Membres est que les membres des gouvernements et des parlements peuvent se réunir et examiner divers problèmes, s'informer à leur sujet et essayer de les résoudre devant un aréopage mondial, dans des conditions différentes des perspectives quelque peu limitées de la tribune d'une assemblée nationale ou de l'atmosphère paisible d'un bureau ministériel. Bien plus, on peut supposer que la présence d'hommes d'Etat responsables et de membres des gouvernements ajoute au prestige, à l'importance et à la gravité de nos délibérations. Je tiens donc qu'il est d'une importance primordiale que l'Assemblée organise et accomplisse son travail

d'une manière et dans des délais qui lui permettent de rester la tribune la plus élevée de la politique mondiale.

17. Quant aux délais que nous considérons comme normaux, ma délégation est persuadée, je tiens à le dire, que la durée des sessions ordinaires ne doit pas dépasser huit semaines. Les sessions précédentes ont montré qu'à moins de circonstances spéciales, l'Assemblée, au fur et à mesure que s'accroissent son expérience et ses moyens d'action, doit pouvoir s'acquitter de ses fonctions dans ce laps de temps.

18. Je voudrais dire à ce sujet quelques mots sur la proposition, faite par le Secrétaire général, aux paragraphes 43 à 46 de son mémoire, de chercher le moyen d'examiner certains points entre les sessions. Ma délégation estime, comme le Secrétaire général, que l'Assemblée générale pourrait constituer des commissions spéciales à durée et objet limités, où tous les Membres de l'Organisation seraient représentés et qui seraient chargées d'examiner, entre les sessions de l'Assemblée, soit certaines questions que l'Assemblée générale aurait décidé de reporter à la prochaine session, soit des questions qui normalement sont examinées par des commissions spéciales à composition limitée. Cette méthode permettrait d'examiner directement en séance plénière les rapports des commissions de cet ordre, sans les renvoyer à l'une des grandes Commissions pendant la session ordinaire. Ma délégation estime qu'il convient d'examiner soigneusement cette idée du Secrétaire général.

19. Avant de terminer, je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur ce que le Secrétaire général dit des débats des Commissions aux paragraphes 27 et 28 de son mémoire. Le Secrétaire général — avec juste raison, selon nous — fait observer que les grandes Commissions ont tendance à adopter un ensemble de plus en plus rigide de méthodes fixes, et qu'il convient de réexaminer ces méthodes pour accélérer les travaux des Commissions. Nous pensons à l'usage actuellement fermement établi qui consiste à séparer les débats en une série d'étapes qui commencent par une discussion générale, suivie d'un débat sur chaque proposition, suivi ensuite par un débat sur les amendements, ensuite par l'exercice du droit de réponse et enfin par des explications de vote. Nous estimons que les Commissions doivent pouvoir suivre une procédure plus souple.

20. A cette fin, nous avons l'intention de déposer une proposition, celle d'ajouter au règlement intérieur un article qui permettrait au Président ou à tout membre d'une commission de prendre l'initiative d'adapter aux circonstances particulières et à la nature des questions en cause la méthode suivie pour leur examen. Ma délégation se réserve le droit de soumettre à la Sixième Commission, lorsque ce point y sera discuté, une proposition de cet ordre et peut-être d'autres propositions. Ma délégation exprimera également ses vues d'une manière plus détaillée sur les divers aspects des problèmes examinés dans ce mémoire et son annexe, au moment du débat relatif aux propositions concrètes qu'ils expriment, lorsque la question sera discutée à la Sixième Commission.

21. Sir Gladwyn JEBB (Royaume-Uni) (*traduit de l'anglais*) : Le Secrétaire général, dans son rapport, a insisté tout d'abord, et à juste titre, sur la nécessité d'utiliser avec le maximum de rendement le temps de l'Assemblée générale; nous serons tous d'avis, je pense, que l'Assemblée doit essayer, si cela lui est possible,

d'éviter les débats inutiles. Il convient aussi, à notre avis, de féliciter le Secrétaire général de la prudence et de la mesure avec lesquelles il envisage le problème de la réduction de la durée des sessions. Au nom de mon gouvernement, je peux déclarer tout de suite que les propositions faites dans le mémoire du Secrétaire général lui paraissent, dans l'ensemble, acceptables. Nous sommes également très reconnaissants — comme, j'en suis sûr, toutes les délégations — à la délégation de Norvège d'avoir pris à ce sujet une initiative qui, nous le constatons maintenant, aboutit à un résultat évident.

22. Il est certain, d'autre part, que des mesures qui tendent à simplifier la procédure et à abréger les débats doivent obtenir l'agrément des petites délégations qui risqueraient d'être accablées par un fardeau accru. C'est pourquoi, si vivement que ma délégation souhaite le succès des propositions du Secrétaire général, nous n'insisterons pas pour les faire adopter à moins qu'elles n'aient l'agrément des délégations moins nombreuses. Il n'en est pas moins vrai que le Secrétaire général a tenu compte, en rédigeant son mémoire, de l'opinion des diverses délégations et que ses propositions sont inspirées, sans aucun doute, par la prudence et la modération.

23. Les Nations Unies sont, ne l'oublions pas, une organisation encore passablement jeune. L'expérience, il n'en faut pas douter, lui enseignera le moyen d'améliorer ses méthodes et sa procédure. On soumet à notre examen des propositions qui pêcheraient plutôt, comme je l'ai dit, par excès de circonspection. S'il est certain que certaines délégations tout au moins auraient préféré un plan plus radical, il est préférable, j'en suis persuadé, dans des problèmes de ce genre, que nous commençons lentement, quitte à soumettre constamment à revision nos méthodes et notre procédure et à nous efforcer de les améliorer progressivement.

24. Je n'ai certes pas l'intention de retenir l'attention de l'Assemblée générale plus de quelques minutes sur ce sujet : simplification de notre procédure et réduction de la durée de nos débats — agir autrement serait de ma part un paradoxe — ; j'aimerais néanmoins insister sur un ou deux points.

25. Une des plus importantes propositions du mémoire est, à notre avis, celle d'examiner et d'élaguer soigneusement l'ordre du jour en vue d'éviter les débats inutiles. Nous pensons qu'il est possible de réduire le nombre des points de l'ordre du jour des sessions de l'Assemblée, et que cette réduction constituerait d'ailleurs un des moyens les plus efficaces d'abréger la durée des sessions. Il nous semble qu'à chaque session de cet organisme, son ordre du jour tend à s'alourdir, et que la nécessité de procéder au moins à une revision soignée de notre ordre du jour provisoire se fait plus vivement sentir chaque année. Mais précisément, le surmenage et le manque de temps qui rendent cette revision indispensable contribuent également à empêcher le Bureau d'accomplir cette tâche d'une autre manière que superficiellement. On a proposé naguère de résoudre ce problème en créant un comité de l'ordre du jour, qui examinerait attentivement l'ordre du jour provisoire avant l'ouverture de chaque session. Quoi qu'il en soit, si nous voulons prendre au sérieux cette proposition de réduire la longueur de l'ordre du jour, nous aurons à prendre des mesures nouvelles pour la mettre en application. Nous espérons donc que le Secrétaire général, quand il examinera à l'avenir les

méthodes et la procédure de l'Assemblée, pourra au moins envisager sérieusement — c'est le plus que j'en dirai — la possibilité de créer un comité de l'ordre du jour.

26. Je ferai observer, en second lieu, que nous ne pouvons pas toujours affirmer d'avance qu'un règlement intérieur qui se montre excellent pour des organismes différents et plus restreints conviendra nécessairement à l'Assemblée générale; je pense ici au projet d'amendement aux articles 74 et 114 qui figure au paragraphe 35 du mémoire. Une stricte application de l'amendement proposé risquerait, à notre avis, d'entraîner parfois la clôture du débat à peine ouvert, ou peut-être de contraindre les délégations à prendre la parole avant qu'elles soient vraiment prêtes à le faire ou à un moment qu'elles n'estiment pas opportun. Le seul résultat, en ce cas, serait de rendre inévitables de nouvelles interventions lors d'une étape ultérieure. C'est pourquoi il convient de peser avec le plus grand soin cette proposition avant de lui faire définitivement place dans notre règlement intérieur.

27. J'aimerais aussi appeler l'attention sur le danger de la proposition qui prévoit la simultanéité des sessions de cinq grandes Commissions. Si cette proposition était acceptée, elle aurait pour résultat certain d'abréger la durée de nos sessions, mais nous pouvons être sûrs que cinq séances ne pourraient pas avoir lieu au même moment sans imposer aux délégations un effort excessif. Nous aimerions en outre, dans la mesure du possible, avoir, avant d'approuver définitivement cette proposition — que nous estimons en principe acceptable — un état estimatif de ses incidences financières et être certains qu'elle n'entraînerait pas un accroissement ruineux de l'effectif du Secrétariat. Je présume que le rapport sera renvoyé en temps utile à la Cinquième Commission, qui en examinera les incidences financières.

28. Enfin, je voudrais présenter quelques observations sur les paragraphes du rapport relatifs à l'examen des questions entre les sessions. Il ne fait pas de doute que certaines petites commissions spéciales, comme on les intitule, peuvent parfois accomplir entre les sessions un travail précieux. Les deux Commissions spéciales des méthodes et des procédures qui se sont réunies, comme nous le savons, en 1949 et 1952, nous en offrent de bons exemples. Mais, d'une façon générale, des commissions de ce genre sont invitées à étudier en détail des problèmes difficiles qu'une commission de soixante membres ne saurait aisément traiter. Nous n'excluons pas entièrement la possibilité de réunir entre les sessions des commissions spéciales composées de tous les Membres de l'Organisation, mais il nous semble bien que les cas où il serait avantageux de constituer de telles commissions seront probablement rares. A notre avis, il faudrait de très fortes raisons pour soumettre une question à l'examen d'une commission de ce genre. Après tout, nous disposons déjà des organes permanents de l'Organisation qui doivent examiner, par exemple, les questions économiques et sociales et les questions de tutelle; nous ne croyons pas que l'Assemblée générale doive elle-même prendre aucune mesure qui fasse obstacle ou puisse faire obstacle aux travaux de ces organes.

29. En conclusion, je tiens à déclarer une fois de plus que, malgré ces observations qui sont plutôt un appel à la prudence, ma délégation approuve dans l'ensemble ce rapport, et j'espère qu'après une brève discussion,

l'Assemblée générale pourra, comme le Président lui-même l'a, je crois, proposé, lui accorder en gros son avis favorable, puis en renvoyer l'examen détaillé aux commissions compétentes, de façon que nous disposions rapidement de leur rapport et que nous nous prononcions de façon définitive et satisfaisante sur cette question.

30. M. ROBINSON (Israël) (*traduit de l'anglais*): Ma délégation a examiné attentivement le mémoire rédigé par le Secrétaire général sur la question dont nous discutons actuellement. Les représentants des Etats scandinaves ont, semble-t-il, mis en avant d'autres propositions relatives à la procédure. Ma délégation tient à leur rendre hommage pour les efforts qu'ils ont accomplis à cet égard, efforts dont aurait pu utilement faire mention le mémoire dont est saisie l'Assemblée générale. D'un autre côté, nous comprenons parfaitement l'hésitation que le Secrétaire général a marquée dans ses propositions relatives à des questions telles que l'ordre du jour et les rapports des Conseils. Nous constatons qu'en dehors de propositions de stricte procédure ou d'une importance secondaire, on n'a jusqu'ici présenté aucune autre proposition à la sanction de l'Assemblée générale. De même, nous comprenons parfaitement que ce n'est pas en séance plénière de l'Assemblée générale qu'il faut effectuer une telle étude, surtout si nous nous proposons de faire porter notre enquête au-delà du règlement intérieur traditionnel. Nous espérons donc que, sous une autre forme, ces problèmes seront étudiés de façon plus détaillée et nous nous bornerons à présenter des observations d'ordre général.

31. Ma délégation ne croit pas que l'on puisse résoudre le problème que nous discutons aujourd'hui en n'ayant recours qu'à des procédés techniques. C'est un problème politique qui porte sur les fonctions, les méthodes et les travaux de l'Assemblée générale; il faut donc le résoudre dans un cadre plus large. Il existe, à l'amélioration d'un règlement intérieur, certaines limites que ne peut dépasser une union d'Etats — si l'on peut qualifier ainsi l'Organisation des Nations Unies —. Fondée sur le principe de l'égalité souveraine, notre Organisation ne peut pas, sans violer ce principe, recourir à certaines méthodes de procédure.

32. Si je me permets cette affirmation au sujet de l'insuffisance des remèdes dont on dispose sur le plan strict de la procédure, c'est que je considère l'expérience que l'Organisation a effectivement de l'application de son règlement intérieur. A la troisième session de l'Assemblée générale, la durée même de la session a provoqué des protestations et une commission spéciale, présidée par M. Grafstrom, représentant de la Suède, a révisé le règlement intérieur en vue de diminuer la durée des débats et des sessions. Tout en appréciant à sa juste valeur la tâche accomplie par cette commission, on peut dire, en jetant un regard en arrière, qu'un seul de ces articles révisés du règlement intérieur a véritablement contribué à diminuer la durée des sessions: celui aux termes duquel un débat ne peut être repris en séance plénière que si un tiers des membres présents et votants en décident ainsi. Toutefois, cette mesure n'a pas beaucoup contribué à diminuer la durée des sessions car l'embouteillage se produit en fait dans les commissions et non dans les séances plénières.

33. En dehors de certains défauts de procédure, la longue durée des sessions est due, notamment, aux six

faits suivants: premièrement, les relations assez mal définies qui unissent l'Assemblée générale aux autres principaux organes de l'Organisation; deuxièmement, l'importance considérable que l'on attache, entre toutes les activités de l'Assemblée générale, à son rôle de "tribune du monde"; troisièmement, la facilité avec laquelle les questions peuvent être inscrites à l'ordre du jour; quatrièmement, l'inscription, d'année en année, des mêmes questions à l'ordre du jour; cinquièmement, la méthode qui consiste à examiner pratiquement tous les points de l'ordre du jour dans des commissions où sont représentés tous les Etats Membres des Nations Unies; et sixièmement, le manque de préparation entre les sessions de l'Assemblée. Je voudrais maintenant dire quelques mots pour expliquer chacun de ces points.

34. Conformément à la Charte et au règlement intérieur, tous les organes principaux des Nations Unies présentent des rapports à l'Assemblée générale, à l'exception de la Cour internationale de Justice, malgré les dispositions de l'article 13 du règlement intérieur. Mais la façon dont on examine ces rapports diffère selon les cas. Il est assez surprenant que le rapport du Conseil de sécurité, organe à qui incombe au premier chef le soin de veiller au maintien de la paix et de la sécurité internationales, fasse seulement l'objet d'un examen de pure forme. Il en est de même du rapport du Secrétaire général. En revanche, pour le Conseil économique et social et le Conseil de tutelle, la situation est entièrement différente; trois Commissions différentes consacrent des dizaines de séances aux rapports de ces deux Conseils. S'il est justifié que les Etats Membres des Nations Unies qui ne siègent pas à ces deux Conseils veuillent faire connaître leur point de vue sur les questions qui sont de la compétence de ces organes, il n'a jamais été prouvé qu'aucun aspect vraiment important des problèmes traités ait été négligé par les deux Conseils ni que la contribution apportée par l'Assemblée générale à l'étude de ces questions ait été utile ou originale. En fait, ce sont précisément les représentants des membres de ces Conseils qui participent le plus activement aux débats dans les Commissions de l'Assemblée générale. Je suis persuadé qu'une étude approfondie de ce problème montrerait que cette répétition des débats n'a qu'une valeur limitée et que l'on pourrait trouver un moyen de modifier radicalement la procédure suivie dans ce domaine.

35. Les ordres du jour sont surchargés pour une autre raison: les Etats Membres cèdent souvent à la tentation de porter des problèmes qui les intéressent devant l'Assemblée générale à cause du retentissement qu'ont sur le plan international les paroles prononcées à la tribune de l'Assemblée, mais ils ne se préoccupent guère de l'utilité réelle du débat lui-même. De telles pratiques procèdent d'une interprétation inexacte du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la collectivité internationale. On considère à tort que les conférences de l'Organisation des Nations Unies peuvent remplacer les méthodes diplomatiques utilisées traditionnellement pour résoudre les problèmes internationaux. Ce n'était pas là l'intention première de la Charte des Nations Unies. L'Organisation des Nations Unies était destinée non pas à remplacer les voies diplomatiques, mais à les compléter. Si l'on ne revient pas à cette première conception de l'Organisation des Nations Unies, il sera difficile de limiter l'inscription de nouvelles questions à l'ordre du jour. Il aurait par ailleurs semblé logique que l'inscription à l'ordre du

jour des sessions successives d'un grand nombre de questions dont la solution n'a pas fait de progrès visibles incite à renoncer à cette méthode ceux qui n'entendent résoudre les problèmes qu'en alertant l'opinion publique internationale par l'intermédiaire de l'Assemblée générale. Le maintien perpétuel de ces questions à l'ordre du jour est devenu une cause — peut-être la cause principale — de la prolongation des débats et de la durée des sessions de l'Assemblée générale.

36. La procédure empruntée par l'Organisation des Nations Unies à la Société des Nations, où jouait la règle d'unanimité — laquelle n'a d'ailleurs pas été reprise — en vertu de laquelle tous les Etats Membres sont représentés dans chacune des grandes Commissions, ne peut que prolonger la durée des sessions de l'Assemblée générale. La question de savoir si ce principe est véritablement intangible ou si des commissions moins nombreuses ne pourraient pas accomplir une grande partie du travail effectué aujourd'hui par les grandes Commissions n'a malheureusement jamais été examinée. L'étude de ce problème montrerait qu'il n'est pas indispensable de maintenir intégralement cette tradition et que l'on pourrait abréger la durée des sessions de l'Assemblée en chargeant des commissions restreintes d'étudier certaines questions. La nécessité de procéder à une étude sérieuse des questions entre les sessions de l'Assemblée n'appelle aucun commentaire.

37. Quels remèdes peut-on apporter à ces six maux? Tout d'abord, il nous semble que le Secrétaire général devrait entreprendre une étude approfondie des problèmes soulevés par la méthode suivie par l'Assemblée générale pour examiner les rapports des organes principaux des Nations Unies et par le renvoi de certains problèmes à des commissions où la totalité des Etats Membres ne seraient pas représentés. En second lieu, l'inscription des questions à l'ordre du jour devrait être soumise à certaines restrictions, et en particulier à ce que l'on pourrait appeler l'épuisement préalable de tous les recours offerts par les méthodes diplomatiques. C'est là un principe quelque peu semblable au principe, reconnu depuis longtemps en droit international, selon lequel un tribunal international ne commence jamais à examiner un litige tant que l'on n'a pas épuisé auparavant toutes les possibilités offertes par le droit national des pays en cause. Il serait utile que les organisations politiques étendent un principe semblable à l'Organisation des Nations Unies. En troisième lieu, il faudrait que toute question déjà examinée par l'Assemblée générale ne puisse lui être soumise à nouveau que si ce nouveau débat offre des perspectives raisonnables de progrès.

38. Ma délégation se réserve de revenir sur la question et de faire des propositions pratiques quant aux moyens de traiter ce problème, soit à la Sixième Commission, soit à la Cinquième Commission, soit devant un comité spécial auquel le Secrétaire général transmettrait le résultat des études qu'il entreprendrait sur la question.

39. M. GREEN (Etats-Unis d'Amérique) (*traduit de l'anglais*): Le point que nous sommes en train d'examiner s'intitule: "Mesures tendant à limiter la durée des sessions ordinaires de l'Assemblée générale". A mon avis, c'est le paragraphe 6 du mémoire du Secrétaire général qui en définit très exactement la portée; il y est dit en effet qu'il faut s'efforcer "d'élaborer les procédures de l'Assemblée" de manière à utiliser au

mieux "le laps de temps qui semble normal pour la durée d'une session ordinaire". Pour s'acquitter efficacement de ses fonctions, l'Assemblée générale est tenue de faire un emploi judicieux du temps dont elle dispose, d'examiner avec soin son ordre du jour et de mettre les chefs politiques compétents en mesure de participer à ses débats. Ces trois problèmes sont examinés sans parti pris dans le mémoire dont nous sommes saisis.

40. Les Etats-Unis ont pris part, avec le Secrétaire général et certains fonctionnaires du Secrétariat, à des échanges de vues officiels consacrés à ce vaste problème. Dans son mémoire, le Secrétaire général a dégagé les points communs des vues, fort différentes par ailleurs, qui ont été exprimées au cours des consultations. Certaines propositions concrètes semblent plus attrayantes que d'autres. Pour leur part, les Etats-Unis ont exprimé une ou deux des idées reprises dans ce document.

41. Il me semble superflu d'examiner en détail les questions traitées dans ce mémoire. Les modifications qu'il s'agit d'apporter au règlement intérieur seront soigneusement étudiées par la Sixième Commission. La proposition figurant au paragraphe 47, qui tend à augmenter le nombre des séances tenues par les grandes Commissions et prévoit que l'Organisation prendra à sa charge les frais de voyage de deux membres supplémentaires pour chacune des délégations à l'Assemblée générale, sera renvoyée à la Cinquième Commission qui en examinera les incidences financières. La décision finale que ma délégation va prendre au sujet de cette proposition dépendra bien entendu du coût des mesures qui y sont envisagées.

42. Il me semble souhaitable d'instituer une méthode de travail souple; cette souplesse est particulièrement nécessaire à une époque où l'Assemblée générale n'en est qu'à ses débuts et où l'Organisation dont elle fait partie est relativement jeune. Je me félicite, à ce propos, de l'expérience à laquelle nous nous livrons en ce moment et qui consiste à examiner certains points de l'ordre du jour directement en séance plénière. A mon avis, les grandes Commissions tiennent beaucoup à ce que leurs méthodes de travail restent aussi souples que possible. A cet égard, les observations qui figurent aux paragraphes 27 et 28 du mémoire du Secrétaire général me paraissent particulièrement pertinentes, car elles indiquent qu'il faut éviter de subordonner l'examen des points de l'ordre du jour à des règles trop rigides.

43. Le mémoire dont l'Assemblée est saisie ne constitue pas une étude finale et définitive des méthodes de travail de l'Assemblée. C'est en effet continuellement qu'il faut procéder à une évaluation critique du fonctionnement de cet organe. Toutefois, ce mémoire est fort utile car il fournit un exposé analytique des points communs des différentes vues exprimées. Il porte sur des questions que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies voudront sans doute poursuivre.

44. Ma délégation est heureuse de pouvoir annoncer que, dans l'ensemble, elle appuiera ce mémoire qui expose et résume les résultats des consultations fort étendues auxquelles le Secrétaire général et ses collaborateurs ont procédé au cours de ces derniers mois.

45. Sir Percy SPENDER (Australie) (*traduit de l'anglais*) : Tout d'abord, la délégation australienne tient à remercier le Secrétaire général du mémoire qu'il vient de faire distribuer aux membres de l'Assemblée.

Comme le Président l'a déjà dit, ce mémoire porte sur une question importante, celle de la meilleure utilisation possible du temps dont l'Assemblée générale et ses Commissions disposent pour régler les graves questions sur lesquelles elles doivent se prononcer. Il me semble que le Secrétaire général a raison d'affirmer à ce propos qu'il ne s'agit pas simplement d'économiser du temps. Il s'agit également d'employer aussi judicieusement que possible le temps dont nous disposons pour examiner toutes les importantes questions internationales dont nous sommes saisis.

46. Pour l'Australie, ce problème présente deux aspects différents: il s'agit d'une part de limiter de façon générale la durée des débats et d'autre part d'amender le règlement intérieur afin de faciliter les discussions. Pour ce qui est de la première question, nous estimons, après l'avoir mûrement pesée, que l'Assemblée générale devrait éviter d'imposer des limites précises à la durée de ses débats. J'estime que le représentant du Royaume-Uni a très bien défini la situation des petits pays à l'Assemblée générale. Nous savons tous que, dans bien des institutions relevant de l'Organisation des Nations Unies, les grandes Puissances jouent un rôle prédominant. Je ne crois pas me tromper en disant que la même tendance commence à se manifester ici même, à l'Assemblée générale. La présente Assemblée fournit à toutes les nations, et notamment à celles qui sont petites, la tribune du haut de laquelle elles peuvent faire entendre leur voix. Pour notre part, nous nous opposons énergiquement à toute idée de limiter la durée des débats. Il faut plutôt aider l'Assemblée générale à mieux utiliser le temps dont elle dispose.

47. Cela posé, je me permettrai de formuler quelques observations d'ordre général au sujet des questions intéressant la procédure. Ma délégation ne croit guère qu'il suffit de modifier le règlement intérieur pour régler complètement le problème. Il peut être utile certes d'apporter à ce règlement certaines modifications, mais si chaque délégation ne s'engage pas à utiliser le temps de parole qui lui est imparti pour traiter la question en discussion, sans se répéter et sans chercher uniquement à s'assurer des avantages particuliers, et si les présidents ne se montrent pas résolus à user de toute leur autorité, une simple modification du règlement intérieur n'apportera probablement pas une grande amélioration.

48. Je voudrais insister en outre, sur le point suivant: ma délégation estime que l'Assemblée générale et ses Commissions devraient avoir pour règle de soutenir leur président. En d'autres termes, même si certains représentants ne partagent pas entièrement le point de vue du Président sur quelque point particulier, il faudrait, sauf s'il s'agit d'une question de principe, qu'ils se rangent à l'avis du président. Il n'est pas sans intérêt de rappeler à ce propos ce qui s'est produit hier à la Première Commission [510^{ème} séance]: bien que son ordre du jour n'ait comporté que sept ou huit points, cette commission a mis trois heures et demie à déterminer l'ordre dans lequel elle les examinerait. Je ne crois pas que nous puissions rehausser le prestige de notre Organisation en renouvelant de tels exercices.

49. Je voudrais maintenant appeler l'attention de l'Assemblée générale sur certaines questions particulières dont le Secrétaire général traite dans son rapport. Je n'ai pas l'intention d'étudier en détail tous les points de ce mémoire, car ma délégation approuve la proposi-

tion du Président tendant à renvoyer ce texte aux Cinquième et Sixième Commissions aussitôt que l'Assemblée générale en aura terminé l'examen. Cependant, ma délégation estime qu'en exposant dès maintenant les vues de l'Australie sur certains des points qui y figurent, elle pourra faciliter la tâche des deux Commissions en question.

50. Le premier de ces points intéresse l'ordre du jour. Il semble en effet que l'ordre du jour devienne de plus en plus volumineux parce qu'on y maintient chaque année des points laissés en suspens l'année précédente tout en ajoutant des points nouveaux, dont certains ne constituent qu'une nouvelle version de questions déjà réglées par l'Assemblée ou de questions déjà inscrites. De l'avis de ma délégation, les articles 40 et 41 du règlement intérieur confèrent au Bureau des pouvoirs très étendus; en les exerçant, il faciliterait beaucoup nos discussions et nous éviterait des pertes de temps. Nous estimons que le Bureau devrait exercer plus souvent le droit de recommandation que lui attribuent les deux articles en question et que l'Assemblée générale devrait prendre l'habitude d'adopter les recommandations du Bureau, à moins qu'il ne s'agisse vraiment de questions de fond qu'elle désire mettre en discussion — ce qui est très différent du simple sentiment qu'elle pourrait faire un meilleur travail. Lorsque l'Assemblée en vient à certains points de son ordre du jour, certaines résolutions récapitulatives par exemple, chacun sait qu'il n'y a pas lieu d'en discuter, car ils ont déjà fait l'objet d'un examen au titre d'autres points de l'ordre du jour, et un nouveau débat est inutile.

51. Il y a lieu de traiter de la même façon, nous semble-t-il, les rapports dont l'Assemblée générale demande la présentation. Bien souvent, les Etats Membres pourraient les examiner eux-mêmes sans que l'Assemblée ait à y revenir. Au paragraphe 17 de son mémoire, le Secrétaire général a fait une suggestion fort intéressante; il déclare en effet que l'Assemblée pourrait simplifier la situation en prenant soin d'indiquer dans chacune de ses résolutions s'il y a lieu de lui soumettre pour examen le rapport qu'elle demande ou s'il faut simplement l'envoyer aux Etats Membres pour information. Dans le premier cas, la question figurerait automatiquement à l'ordre du jour de la session suivante. Dans le second, il serait inutile de prévoir cet examen. Cette proposition me paraît bonne; je désire toutefois suggérer ce qui, à mon sens, serait une amélioration. J'estime qu'en règle générale, on pourrait se dispenser d'inscrire à l'ordre du jour l'examen des rapports établis pour donner suite à une résolution de l'Assemblée générale si un Etat Membre au moins n'en demande pas l'inscription. Dans ce dernier cas, le rapport serait soumis au Bureau conformément aux articles 40 et 41 et celui-ci prendrait la décision nécessaire. En d'autres termes, je pense qu'il n'y a pas lieu d'inscrire l'examen des rapports à l'ordre du jour de l'Assemblée, sauf si elle a déclaré expressément, dans la résolution pertinente, que telle était son intention. L'examen des autres rapports ne serait inscrit à l'ordre du jour que sur la demande de tout Etat Membre qui estime qu'il s'agit d'une question de fond importante sur laquelle l'Assemblée générale doit délibérer.

52. La question sur laquelle j'aimerais formuler maintenant quelques observations est celle des débats qui se déroulent au sein des Commissions. De manière générale, ces débats ont tendance à commencer par une

discussion générale, après quoi les Commissions examinent point par point les propositions qui leur sont soumises. Dans son mémoire, le Secrétaire général a attiré l'attention de l'Assemblée sur les graves abus — sans employer toutefois le mot dont je me sers — qui peuvent résulter de la procédure que suivent les Commissions. Au paragraphe 27, il formule l'observation suivante qu'il énonce en termes très généraux et très modérés:

“Ces organes ont de plus en plus tendance à examiner automatiquement chaque point de l'ordre du jour par étapes successives et indépendantes les unes des autres; ainsi, la discussion générale sur une question donnée est suivie d'un débat sur des propositions particulières, puis d'un autre débat sur les amendements et la discussion se prolonge encore lorsque les représentants font usage de leur droit de réponse et fournissent les explications de vote. Une division aussi poussée des débats amène souvent les représentants à prononcer plusieurs discours sur le même sujet et augmente également le risque de voir les délibérations se transformer en longues discussions de procédure.”

Je suis certain que cette observation sera approuvée par chacun des représentants ici présents. Je suis certain que nous serons également d'accord pour dire que cette observation reste largement en dessous de la vérité.

53. La délégation australienne attache un intérêt particulier à la proposition qui tend à ce que les représentants qui sont intervenus au cours de la discussion générale d'une question ne soient pas autorisés par la suite à expliquer leur vote. A notre avis, seuls devraient avoir le droit d'expliquer leur vote les représentants qui, n'ayant pas pris la parole au cours d'une discussion, ont véritablement des raisons d'expliquer leur vote. Dans l'état actuel de la question, le droit, pour chacun, d'expliquer son vote, qui est prévu par le règlement intérieur, a été utilisé trop souvent comme prétexte pour prendre à nouveau la parole après la clôture de la discussion. Nous espérons qu'après l'examen de cette question en commission, il sera possible d'insérer dans le règlement intérieur une disposition tendant à empêcher de tels procédés.

54. Ma délégation partage le point de vue selon lequel la liberté, pour les représentants, de discuter les questions soumises à l'Assemblée générale ne devrait pas être indûment limitée; mais elle estime également que l'Assemblée générale devrait examiner la possibilité de limiter les débats lorsqu'elle revise son règlement intérieur. Suivant la coutume suivie, je crois, par la plupart des assemblées parlementaires, on pourrait conférer au Président le pouvoir de déclarer irrecevables les observations qui ne sont pas pertinentes ou qui reprennent des observations déjà faites antérieurement. Il y a toujours moyen de contester une décision présidentielle. Cette décision peut être contestée par un vote auquel on procède sans délai et sans autre discussion. A mon avis, on améliorerait considérablement le règlement intérieur et la conduite de nos débats en conférant ce pouvoir au Président, tant à l'Assemblée générale que dans les Commissions. Ce serait un pouvoir qui ne serait pas exercé souvent, mais qui, si le Président était prêt à faire usage de son autorité, pourrait être exercé, le cas échéant, dans l'intérêt de tous les Etats Membres.

55. Le représentant du Royaume-Uni a parlé des propositions de clôture de la liste des orateurs. Je fais

grand cas des observations qu'il a faites et je suis en partie d'accord avec lui. Nous espérons qu'il sera possible de mettre au point une procédure permettant de clore la liste des orateurs à un moment approprié. Lorsque la discussion est vraiment épuisée et que tous les orateurs ont eu la possibilité de prendre la parole s'ils le désirent, on pourrait mettre fin à la discussion en déclarant que la liste des orateurs est close.

56. La délégation australienne n'a plus que deux autres points à traiter. Le premier concerne les motions d'ordre. A mon avis, il est exact de dire, comme l'a fait le Secrétaire général au paragraphe 36 de son mémoire, que "peu d'articles ont donné lieu à de plus grandes difficultés et de plus fréquentes erreurs d'application que les articles 72 et 112 relatifs aux motions d'ordre". La délégation australienne appuie sans réserve la proposition tendant à limiter les motions d'ordre à celles qui rentrent dans le cadre du règlement intérieur — ce qui paraît évident — à savoir, à celles qui portent sur des questions qui relèvent de la compétence du Président. Toutefois, la simple adoption de cet amendement n'aura pas grande valeur si le Président n'exerce pas son autorité. Je suis certain que nous avons tous déjà vu, plus d'une fois, des représentants soulever des motions d'ordre sans qu'elles fassent l'objet d'une décision présidentielle. Il s'ensuit que la discussion dégénère. Cette procédure rend possibles des interventions qui ne sont pas destinées à faire progresser la discussion; il y a là un emploi abusif du règlement intérieur. C'est pourquoi nous appuyons la proposition du Secrétaire général.

57. Ma dernière observation porte sur la proposition tendant à examiner les questions inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée générale dans l'intervalle de ses sessions. A notre avis, nous ne pourrions pas examiner ces questions dans l'intervalle des sessions avec toute l'attention que nous pouvons leur consacrer pendant les sessions de l'Assemblée générale, en présence des experts des pays intéressés. En outre, dans la majorité des cas, les effectifs des délégations permanentes ne leur permettent pas d'assumer plus de travail qu'elles n'en ont déjà. Nous estimons qu'il serait possible que l'Assemblée générale s'organise de telle façon qu'elle puisse terminer ses travaux dans un délai raisonnable chaque année. Nous estimons que toute tentative pour procéder à un examen spécial de certaines questions dans l'intervalle des sessions de l'Assemblée générale imposera une tâche très lourde aux petits pays dont les délégations sont peu nombreuses; c'est le cas de l'Australie et c'est pourquoi nous ne pouvons appuyer cette proposition.

58. Nous sommes heureux d'avoir eu la possibilité de présenter ces observations. Nous nous réservons naturellement le droit d'exprimer notre opinion de manière plus détaillée devant les Cinquième et Sixième Commissions.

59. M. LACOSTE (France): L'objet de notre débat de ce matin étant de réduire la durée des sessions de l'Assemblée, je tiens pour un devoir de concourir, pour ma part, à cette fin et je vais être très bref. Le Gouvernement français estime que des sessions plus courtes de l'Assemblée auraient chance d'être plus efficaces. Il donnera donc son appui à des mesures raisonnables et judicieuses à l'effet de limiter la durée des sessions ordinaires. Il considère notamment qu'en fixant au

deuxième mardi d'octobre, au lieu du troisième mardi de septembre, la date d'ouverture de ses sessions, l'Assemblée se donnerait la possibilité de ramener à deux mois la durée moyenne de chacune d'elles, tout en donnant plus de temps au Secrétariat pour préparer et distribuer, dans les délais prescrits, la documentation nécessaire. D'une manière générale, la délégation française estime que l'excellente étude préparée par le Secrétaire général sur cette question constitue une très bonne base de départ pour l'examen, en commission, de l'ensemble du problème. Elle votera donc en faveur de l'envoi de ce rapport, pour étude, à la Sixième Commission.

60. M. SANTA CRUZ (Chili) (*traduit de l'espagnol*): Le mémoire que nous examinons est le résultat de l'accord qui s'est fait à la Cinquième Commission sur l'utilité d'études appropriées et de la soumission, en temps opportun, de propositions de nature à améliorer les méthodes et les procédures de l'Assemblée générale et de ses Commissions. Bien que les membres de cette Commission soient parvenus à cet accord en raison de préoccupations d'économie très pertinentes, je pense que le Secrétaire général fait reposer ses propositions sur des principes généraux solides, comme nous pouvons le constater aux paragraphes 5 et 6 de son mémoire, dont voici le texte:

"5. Ce qui doit demeurer la considération principale en la matière, ce n'est pas la durée des sessions, mais les intérêts de l'Assemblée générale. Il importe également de ne pas perdre de vue les caractéristiques particulières de l'Assemblée, qui la distinguent d'autres organes parlementaires plus homogènes; ses méthodes de travail sont déterminées en grande partie par l'étendue de ses buts et par la nature même de sa composition. En outre, la question en cause ne peut pas être jugée exclusivement du point de vue technique ou du point de vue de l'efficacité des travaux. La longueur des sessions ordinaires de l'Assemblée est due surtout au grand nombre et à la complexité des problèmes internationaux qui ont été soumis à son examen par suite des divergences de vues entre les Etats Membres, et à l'atmosphère de grave tension internationale dans laquelle se sont déroulés ses débats.

"6. Il s'ensuit que, pour permettre à l'Assemblée générale des Nations Unies d'assumer les graves responsabilités qui lui incombent aux termes de la Charte et pour accroître le respect et la confiance que les peuples du monde entier témoignent à cet organisme en tant que tribune suprême de la communauté internationale, il faut que toutes les questions relatives à son fonctionnement soient envisagées avant tout du point de vue des répercussions qu'elles peuvent avoir sur l'Assemblée générale dans son ensemble. C'est dans cet esprit que le Secrétaire général recommande que l'on s'efforce d'élaborer les procédures de l'Assemblée de manière à les rendre plus efficaces en utilisant au mieux le laps de temps qui semble normal pour la durée d'une session ordinaire. Il est convaincu qu'un tel effort augmentera le prestige et l'autorité dont jouit l'Assemblée et il estime qu'il est possible de prendre des mesures qui assureront le succès de cet effort."

61. Nous approuvons pleinement les principes sur lesquels se fonde ce mémoire. Le Secrétaire général pense à juste titre que la mission suprême de l'Assem-

blée et la nécessité de respecter pleinement le droit imprescriptible des Etats Membres à exprimer librement leur opinion, sans contrainte d'aucune sorte et sans autre restriction que le droit des autres Etats, doivent l'emporter sur les considérations financières ou techniques. Nous estimons que la tendance à l'économie a pris, dans certains domaines, de telles proportions qu'elle révèle un certain dédain pour l'Organisation des Nations Unies, dédain pour son œuvre, pour les chefs de ses principaux organes et pour les fonctionnaires supérieurs. Au cours des deux dernières années, on a fait de grands efforts pour limiter de façon rigoureuse les crédits affectés à l'œuvre économique et sociale de l'Organisation; ces derniers jours, nous avons assisté à un triste spectacle: une commission où siègent soixante Etats, dont les représentants occupent des situations élevées dans leurs pays, a discuté la question de savoir s'il fallait prévoir deux ou six automobiles pour le service de l'Organisation, dans une ville comme New-York où les communications présentent des difficultés particulières et où il existe des millions de véhicules. Si nous ne sommes pas à même de comprendre que l'Organisation des Nations Unies est plus qu'une entreprise commerciale ou financière, il y a peu d'espoir qu'elle contribue efficacement au maintien de la paix et au progrès de l'humanité.

62. Le Secrétaire général a présenté des propositions raisonnables pour réduire la durée des sessions, tout en respectant la liberté d'expression et les droits des délégations. Nous sommes d'accord avec lui, d'une manière générale, en ce qui concerne ces propositions. Cependant, nous pensons qu'il ne faut pas trop attendre des mesures qu'il préconise. Avec le représentant d'Israël, nous estimons que les voies de la procédure ne nous conduiront pas à des résultats très efficaces et que nos desseins seront effectivement réalisés si l'on améliore le climat politique, si l'on perfectionne graduellement les méthodes de travail des délégations et si les présidents conduisent les débats de façon appropriée, c'est-à-dire en veillant essentiellement à ce que les droits des minorités soient respectés. Nous croyons d'autre part que notre principal souci doit être d'atteindre les objectifs de l'Organisation; la question de l'économie de temps et d'argent ne vient qu'en deuxième lieu.

63. Le représentant d'Israël et le représentant du Royaume-Uni ont mentionné la question de l'examen des rapports des Conseils. A ce sujet, je voudrais faire observer que le Secrétaire général s'est montré très prudent dans les propositions qu'il a faites à ce sujet; il a veillé tout spécialement à ne pas toucher à l'autorité de l'Assemblée générale sur les Conseils. J'estime qu'on ne peut aller au-delà de ce que le Secrétaire général a proposé.

64. Je pense que l'Assemblée n'a pas de tâche plus importante que celle qui consiste à examiner et à juger la manière dont ont travaillé ses organes permanents, où une minorité des Etats Membres représente toute l'Organisation. En ce qui concerne le Conseil économique et social qui, aux termes de l'Article 60 de la Charte, fonctionne sous l'autorité de l'Assemblée générale, celle-ci a le devoir non seulement de contrôler ses travaux, mais aussi d'orienter ses travaux futurs.

65. Je ne suis pas du tout d'accord avec le représentant d'Israël qui a déclaré que la majorité des membres de l'Assemblée générale n'ont pas joué un rôle capital ni même un rôle important dans l'examen du rapport du

Conseil économique et social. Les membres du Conseil n'ont pas été les seuls à intervenir ces dernières années dans les discussions de l'Assemblée. C'est précisément grâce à la composition différente de la majorité et de la minorité au sein de l'Assemblée et au sein du Conseil que l'Assemblée, qui a davantage le sens du progrès, a pu diriger le Conseil économique et social vers des solutions meilleures, des solutions plus progressistes.

66. Nous ne nous proposons pas de discuter en détail, à cette tribune, les divers amendements au règlement proposés par le Secrétaire général; c'est pourquoi nous appuyons la proposition du Président tendant à renvoyer cette question à la Sixième Commission pour qu'elle procède à la révision nécessaire du règlement. Notre délégation fera connaître en commission ses vues concernant chacun de ces amendements.

67. M. RODRIGUEZ FABREGAT (Uruguay) (*traduit de l'espagnol*): Pour la troisième fois en très peu de temps, l'Assemblée générale retarde l'examen des questions fondamentales qui relèvent de sa juridiction pour s'occuper d'une nouvelle modification de son règlement. Antérieurement, le point de l'ordre du jour portait uniquement sur cette modification et la question était libellée dans les termes généraux suivants: "Amendement au règlement intérieur de l'Assemblée générale". Maintenant, la question qui nous est soumise — et que nous devons discuter en séance plénière — a pris une forme plus concrète, plus précise, plus nette. Elle est intitulée: "Mesures tendant à limiter la durée des sessions ordinaires de l'Assemblée générale". Autrement dit, s'il est exact qu'il faut limiter davantage la durée de certains débats, nous sommes réunis ici ce matin pour consacrer notre temps à rechercher la meilleure manière de ne pas le perdre. Sans aucun doute, lorsque l'opinion publique mondiale constate qu'à tant de reprises on s'efforce, à l'Assemblée, de limiter, de réduire, d'écourter toujours plus la durée ou le nombre des interventions à cette tribune, ou dans les Commissions, cette opinion publique doit penser que notre Assemblée générale — qui est aussi la sienne, puisqu'elle est précisément la tribune universelle où doivent s'exprimer la pensée universelle et l'expérience et l'espoir de tous les peuples du monde — se réunit périodiquement sans avoir idée du temps qu'il importe de consacrer à nos débats ni du temps nécessaire pour résoudre nos problèmes.

68. Il faut bien que nous admettions que l'Assemblée générale des Nations Unies, en soi et en tant qu'organisme représentant l'humanité, a des caractéristiques particulières, des caractéristiques essentielles que je me permettrai d'appeler des caractéristiques spécifiques et que par là, elle échappe à toutes les définitions qui peuvent s'appliquer à d'autres organes représentatifs dans le monde. La Charte qui a créé l'Organisation des Nations Unies l'a voulu ainsi. La Charte, que nous devons observer et appliquer, en dispose ainsi dans son Chapitre IV où elle fait de cette Assemblée l'organe le plus représentatif des Nations Unies. C'est la Charte qui en dispose ainsi lorsqu'elle fixe la composition de l'Assemblée. Ce fait, elle l'exprime, elle le souligne, elle le met en lumière, elle le proclame lorsqu'elle fixe les attributions et les pouvoirs quasi illimités de l'Assemblée, à qui elle confère l'autorité d'examiner toutes les questions qui peuvent être soumises à l'Organisation. A ce sujet, les dispositions des Articles 10 et 11 de la Charte sont claires et larges.

69. Ce sont les gouvernements qui composent l'Assemblée, où ils envoient des délégations. Lorsqu'une délégation est chargée par son gouvernement et par son peuple d'intervenir à l'Assemblée sur les questions qui posent les vastes problèmes du monde, cette délégation apporte la contribution de son gouvernement et de son peuple à la défense des intérêts supérieurs de l'humanité. C'est pourquoi, si nous examinons d'une part les caractéristiques spécifiques et spéciales de l'Assemblée et d'autre part les dispositions et les définitions de la Charte, je puis dire qu'aucune proposition de modification du règlement intérieur qui, pour une question de temps qui se mesure en minutes, sacrifie l'un quelconque des principes de la Charte, l'un quelconque des droits d'un gouvernement à exprimer ses vues en séance plénière ou en commission, ne pourra compter sur un vote favorable de la délégation que j'ai l'honneur de représenter en ce moment à cette tribune.

70. Ce matin, nous avons entendu des déclarations très importantes, dont plusieurs sont un peu alarmantes. Nous savons à quoi nous en tenir en ce qui concerne ces amendements. Il y a quelques années, l'Assemblée a créé [résolution 271 (III)] une commission spéciale appelée la Commission spéciale des méthodes et des procédures de l'Assemblée générale. J'ai eu l'insigne honneur de faire partie de cette commission, j'ai participé sans cesse à ses activités, j'ai pris part à tous ses travaux qui ont duré un an, j'ai discuté son rapport et, plus tard, je suis intervenu dans les débats de l'Assemblée. Je crois donc pouvoir affirmer que j'ai certaines lumières sur la question et que je peux parler en connaissance de cause de la modification du règlement que l'on nous propose à nouveau, alors que la modification précédente n'a pas encore pu produire tous ses résultats. Je peux non seulement exprimer le point de vue de ma délégation sur cette question, mais aussi faire bénéficier l'Assemblée de mon expérience.

71. Ainsi qu'il l'a indiqué dans l'excellent mémoire qu'il nous a soumis, le Secrétaire général a consulté les délégations permanentes. C'est toujours un plaisir et un honneur pour moi de discuter avec le Secrétaire général de questions qui touchent aux intérêts et à l'existence même de notre Organisation. Ainsi que le Secrétaire général l'a rappelé, une note a été adressée le 1er août 1952 aux représentants permanents à propos de cette question; ma délégation a immédiatement répondu verbalement ce que je dis aujourd'hui du haut de cette tribune.

72. Nous avons effectué une réforme, sans aucun doute au détriment de maints principes, en cherchant à compenser leur perte par une meilleure marche de nos travaux. Tous les articles dont parle le Secrétaire général figurent dans l'annexe à son mémoire et je prie les membres de l'Assemblée générale de se référer à cette annexe ou ils trouveront, déjà présentées sous la forme de dispositions concrètes, les suggestions ou les observations que le Secrétaire général présente à l'Assemblée dans le corps de son intéressant memorandum. Que l'on prenne les articles 73 et 113, 75 et 115, ou 76 et 116, on verra comment on envisage de modifier les amendements antérieurs.

73. Les amendements antérieurs ont conféré à l'Assemblée générale le droit de clore les débats, de décider qu'une question a été suffisamment discutée et de limiter le temps de parole des orateurs. Lorsque ces amendements ont été examinés, nous nous sommes

opposés avec fermeté, au nom de nos principes, à l'octroi de tels pouvoirs presque discrétionnaires, presque absolus, au Président de l'Assemblée générale ou aux présidents des commissions. Cela se comprenait. L'Assemblée générale est maîtresse de ses débats; c'est elle qui doit en fixer la durée; l'ensemble des délégations est seul juge de son destin et de ses décisions.

74. Notre Président — et je m'adresse en l'occurrence à l'un des Présidents les plus admirés et, je puis le dire, le plus aimé de tous les représentants à cette Assemblée — notre Organisation et nous-mêmes avons toujours répugné à conférer des pouvoirs discrétionnaires aux présidents des différents organes dans lesquels nous venons exposer non pas uniquement notre point de vue personnel, mais les vues de gouvernements souverains qui sont eux-mêmes les interprètes et les représentants, élus démocratiquement, de la volonté du peuple.

75. Il m'est impossible, aujourd'hui comme hier, d'accepter que l'on confère au Président de l'Assemblée ou aux présidents des Commissions les pouvoirs presque discrétionnaires que prévoient les nouveaux amendements. Je me permets d'ajouter que je ne puis accepter ici des organismes, institutions ou procédures qui ont été abolis dans mon propre pays au nom des principes démocratiques; je ne peux voter pour eux. Je ne crois pas que l'autorité du Président puisse reposer sur les pouvoirs élargis qui sont prévus dans les nouveaux amendements. Le Président de l'Assemblée doit assurer la conduite des débats; nous l'élisons en cette qualité et à cette fin; il n'y a pas lieu de lui conférer le pouvoir de limiter lui-même le temps de parole des orateurs, de prononcer la clôture du débat à n'importe quel moment, ou de donner la parole aux orateurs qui l'ont demandée en leur accordant des délais ou une priorité au cours du débat. Une telle décision reviendrait, en grande partie, à donner à tout moment au Président la possibilité d'influencer les débats, en permettant que tel ou tel point de vue soit exposé au début d'un long débat sur des questions de principe.

76. Ni les règlements des chambres législatives de mon pays, ni sa Constitution, qui vient d'abolir non seulement les pouvoirs présidentiels excessifs, mais la présidence elle-même, en la remplaçant par un conseil, ne me permettraient de voter ici en faveur d'institutions ou de procédures qui ont déjà été abolies dans mon pays par la volonté populaire et au nom du régime démocratique dans lequel nous vivons.

77. C'est pourquoi je me suis un peu alarmé ce matin en entendant notamment le représentant du Royaume-Uni déclarer que les amendements en question étaient prudents et pourraient être suivis d'autres réformes. Nous pouvons alors nous demander jusqu'où iraient les limitations si l'on considérait comme prudentes — et je m'adresse notamment à ceux de mes collègues qui représentent non pas des grandes Puissances, mais des pays de la même importance que le mien — si l'on jugeait prudentes à l'heure actuelle des dispositions qui — et je me suis efforcé de traduire en langage clair le fond du mémoire du Secrétaire général — autoriseraient le Président à ajourner le débat ou à en prononcer la clôture, même lorsque des représentants d'Etats Membres auraient manifesté le désir de prendre la parole au nom de leurs gouvernements. Pouvons-nous considérer ces amendements comme sages? Pouvons-nous les considérer comme conformes au droit? Est-il

permis de penser qu'une réforme de cette nature, qui consiste à réduire au silence des représentants de gouvernements souverains à n'importe quel moment d'un débat, aura pour résultat de rehausser l'autorité et le prestige de l'Assemblée générale des Nations Unies? Je ne crois pas que les amendements en question soient des amendements sages, car ils entraînent à leur tour d'autres amendements limitatifs. Nous sommes des organismes délibérants. Je reconnais que notre ordre du jour est de plus en plus long, de plus en plus chargé à chaque session, mais je me demande si c'est là un mal; est-ce un mal, un inconvénient, un défaut, qu'à l'ordre du jour de l'Assemblée figure un nombre toujours croissant de problèmes? Est-il regrettable que des peuples de toutes les parties du monde fassent appel à la juridiction de l'Assemblée générale lorsqu'ils considèrent que leurs droits sont en jeu, ou lorsqu'ils cherchent à améliorer leur situation économique pour assurer un progrès qui permettra à l'homme de vivre dans des conditions conformes à sa dignité? Je crois au contraire que ce fait exauce les vœux qu'ont formulés les auteurs de la Charte, ceux que l'on pourrait appeler les constituants de San-Francisco, lorsqu'ils ont fondé notre Organisation sur les principes énoncés dans la Charte, qui est devenue la loi du monde.

78. Je ne voudrais pas que l'on croie que je m'oppose à toute limitation de temps, que je veuille des débats et des discours interminables et des sessions qui se prolongent indéfiniment. Il n'en est rien. Nous devons éviter l'un et l'autre excès. A mon avis, la perte, la limitation, la suppression totale d'un droit est toujours la pire des solutions. C'est pourquoi je considère que le moment d'adopter les amendements proposés n'est pas encore venu. Il est dit dans l'Ecclésiaste que chaque chose doit venir en son temps; à mon avis, il n'y a pas lieu d'entreprendre cette réforme pour le moment, alors que notre Organisation vient d'occuper ses nouveaux bâtiments, que nous n'en sommes qu'au début de nos travaux et que nous constatons que certaines des économies de temps recherchées par les nouveaux amendements ont été déjà réalisées grâce au fonctionnement et à l'installation de notre Organisation dans son nouveau Siège permanent de New-York. Auparavant, on perdait évidemment un temps considérable à se déplacer de New-York à Lake Success ou à Flushing, mais, maintenant, les séances commencent, à quelques minutes près, à l'heure prévue. Nous gagnons ainsi du temps et notre installation au Siège, à New-York, présentera d'autres avantages encore dans d'autres domaines. Toutefois, il faut encore attendre un peu pour savoir ce que valent les nouvelles conditions de travail. Aussi, tout en reconnaissant la valeur de l'initiative prise par le Secrétaire général pour mieux organiser nos travaux, ma délégation estime que la question mérite d'être étudiée d'une manière plus approfondie et plus réaliste.

79. Ma délégation votera en faveur de la proposition du Président visant à renvoyer la question aux Cinquième et Sixième Commissions. C'est en commission, et non ici, que ma délégation examinera en détail l'ensemble des amendements que l'on propose d'apporter à notre règlement intérieur.

80. M. MUNRO (Nouvelle-Zélande) (*traduit de l'anglais*): Ma délégation, comme celles qui l'ont précédée à la tribune, approuve dans l'ensemble le mémoire

du Secrétaire général et elle le remercie d'avoir élaboré ce document.

81. Nous notons aussi la suggestion faite par le représentant du Royaume-Uni au sujet de la création d'un comité de l'ordre du jour. Il est visiblement nécessaire de prendre des mesures pour que l'ordre du jour provisoire ne comprenne pas un nombre trop élevé de questions et ne contienne pas de questions qui ne devraient pas y figurer. Cependant, la question se pose de savoir comment un comité de l'ordre du jour pourra travailler efficacement et j'estime qu'il s'agit là d'une question qui appelle un examen approfondi. Il est très possible qu'un tel comité puisse faire œuvre utile si nous retenons les dispositions ou si nous tenons compte des questions mentionnées aux paragraphes 16 et 17 du mémoire du Secrétaire général. Au paragraphe 16, le Secrétaire général est d'avis que l'Assemblée générale devrait à l'avenir faire "connaître clairement ses intentions lorsqu'elle rédige et adopte des résolutions qui demandent à un organe de préparer un rapport spécial ou un rapport annuel". Au paragraphe 17, le Secrétaire général poursuit en déclarant que "la situation serait plus nette si l'Assemblée générale prenait l'habitude d'indiquer dans la résolution que le rapport doit lui être présenté aux fins d'examen ou être communiqué aux gouvernements des Etats Membres à titre d'information". Les dispositions de ces deux paragraphes pourraient servir à guider utilement dans son travail un comité de l'ordre du jour.

82. J'en viens maintenant à la suggestion relative à l'institution d'une commission spéciale. Ma délégation estime qu'il s'agirait là d'une innovation utile. Elle ne pense pas qu'une telle commission devrait avoir le caractère d'un organe permanent. Elle envisagerait plutôt de charger l'Assemblée de fixer une date convenable pour la clôture de la session, date qui devrait être rigoureusement observée sauf événement extraordinaire. Peut-être s'agit-il là d'un idéal difficile à atteindre, mais nous le mentionnons néanmoins. Toute question qui n'aurait pas été traitée en temps voulu serait renvoyée à une commission plénière spéciale qui serait constituée, en cas de besoin, peu avant la date de clôture de chaque session. Cette commission pourrait peut-être aussi effectuer certains travaux préparatoires avant la session suivante. Mais cette possibilité dépendrait sans doute beaucoup du genre de questions qui lui seraient renvoyées et ma délégation estime que le principal rôle de la commission consisterait à examiner les questions que l'Assemblée n'aurait pas pu examiner à sa précédente session.

83. J'aborde maintenant un point qui intéresse les représentants des petits pays comme le mien. Si la majorité des Etats Membres désire que cinq Commissions siègent simultanément, nous ferons évidemment de notre mieux pour nous conformer à ce vœu. Mais, comme l'ont déjà fait remarquer un ou deux autres orateurs, il est extrêmement difficile aux délégations des petits pays de le faire. En tout cas, nous ne sommes pas du tout assurés que ce procédé abrégera la durée d'une session. Le programme des travaux de l'Assemblée n'est pas également réparti entre toutes les Commissions et certaines d'entre elles achèvent généralement leurs travaux avant les autres.

84. J'ai écouté avec intérêt ce matin les observations éloquentes présentées au sujet de la limitation de la durée des interventions. Ceux qui parlent en public

ont souvent l'illusion que leurs discours doivent être longs et cette illusion est parfois encouragée par leur auditoire. En ma qualité d'ancien journaliste, je puis vous donner l'assurance que cette illusion ne correspond en rien à la réalité et, parlant ici en qualité de représentant d'un petit pays, je ne vois pas pourquoi on ne limiterait pas la durée des interventions, qu'il s'agisse de celles des représentants de grandes Puissances ou celles des représentants de petites Puissances. Il n'est nullement certain qu'une intervention puisse présenter une importance telle qu'on ne doive pas en limiter la durée et je doute fortement que les travaux de l'Assemblée puissent pâtir d'une limitation de la durée des discours, durée que l'on pourrait fixer par exemple à une heure. Si l'on juge utile de prévoir des dérogations, nous pourrions faire figurer une clause à cet effet dans notre règlement et respecter ainsi le règlement de façon stricte en toute circonstance.

85. J'ajoute qu'il est indispensable de limiter le temps accordé pour expliquer un vote. Nouveau venu à l'Assemblée et à ses Commissions, j'ai été étonné de la longueur des discours prononcés pour expliquer un vote. Au lieu d'exposer succinctement pourquoi une délégation a voté pour la proposition A ou pour la proposition B, ces explications s'accompagnent souvent d'exposés de thèses complexes, de considérations qui relèvent de la rhétorique et d'appels à la conscience de l'humanité. On a également abusé à l'extrême limite du possible du privilège accordé en matière d'explication de vote.

86. La proposition tendant à ce que l'on choisisse un porte-parole chargé de présenter toute proposition émanant de plusieurs auteurs offre à mon avis beaucoup d'intérêt. Nous estimons qu'il y a lieu de combattre la tendance regrettable, et de plus en plus répandue, à grouper un grand nombre de Puissances qui soumettent conjointement une proposition et dont les représentants font tous un discours de présentation.

87. J'en viens maintenant à la proposition tendant à limiter à des questions plus précises la discussion générale en séance plénière. Cette proposition permettrait de résoudre certains problèmes qui ont été soulevés au cours de la présente discussion. Il est certain que l'on gagnerait du temps si, comme c'est souvent le cas, les délégations ne répétaient pas en commission les discours prononcés devant l'Assemblée générale. Nous sommes également partisans d'examiner directement en séance plénière certaines questions choisies et de procéder également en séance plénière à la discussion générale sur les rapports des Conseils.

88. J'en viens enfin avec une certaine appréhension à la question de la ponctualité. La ponctualité est un sujet terre à terre qu'il peut sembler déplacé d'évoquer devant une aussi auguste Assemblée et il est incontestable qu'elle est respectée sous la présidence de M. Pearson. Cependant, j'ai participé aux travaux de certains organes subsidiaires de l'Organisation et la nonchalance qui marque les discussions préparatoires ainsi que le temps qui s'écoule avant l'ouverture de la séance ne méritent pas de très vifs éloges.

89. Comme les délégations qui l'ont précédée à la tribune, ma délégation se réserve de prendre la parole aux Cinquième et Sixième Commissions au sujet des questions soulevées dans le très intéressant mémoire que nous examinons.

90. M. TOUS (Equateur) (*traduit de l'espagnol*): La délégation de l'Equateur, conjointement avec d'autres délégations, a proposé que l'on inscrive à l'ordre du jour provisoire de la présente session la question des mesures tendant à limiter la durée des sessions ordinaires de l'Assemblée générale. Ce faisant, la délégation de l'Equateur a songé aux multiples manœuvres dilatoires et débats de procédure qui entravent le bon fonctionnement de l'Organisation — les délégations s'accordent à le reconnaître — en dépit des amendements dont le règlement intérieur a déjà fait l'objet.

91. La délégation de l'Equateur et les délégations du Chili et de l'Uruguay sont extrêmement soucieuses de voir respecter le droit d'exprimer pleinement leur pensée, et elles estiment que c'est un souci que devraient partager tous les petits pays. Cependant, elle estime que la liberté d'expression — qu'il s'agisse d'un grand ou d'un petit pays — n'est nullement incompatible avec une bonne procédure parlementaire, propre justement à susciter les résultats les plus heureux et les plus conformes aux désirs des différentes délégations; c'est de cette manière — en accordant à chaque question l'attention qu'elle mérite, mais seulement l'attention strictement nécessaire et indispensable — que l'on pourra examiner un nombre plus important de questions et rendre ainsi plus féconds les travaux de l'Organisation.

92. Aussi ma délégation, ayant examiné les amendements proposés par le Secrétaire général, n'hésite-t-elle pas à les appuyer sans réserve; elle n'y voit en effet ni une atteinte à la dignité de l'Assemblée ou à la dignité des Commissions, ni une entrave à la liberté même du débat. Il s'agit d'assigner de justes limites, d'enfermer dans des bornes raisonnables l'emploi, trop souvent abusif, du droit de parole; cet abus engendre des digressions que nous avons été en maintes occasions unanimes à déplorer, et limite la possibilité de traiter un plus grand nombre de questions. Je crois que seule une étude approfondie et objective des propositions dont nous sommes saisis et des dispositions actuelles de notre règlement intérieur peut nous permettre de déterminer s'il convient ou non d'adopter les amendements proposés par le Secrétaire général et si leur adoption affecte ou non le droit qu'a toute délégation de se faire dûment représenter au sein de l'Assemblée générale et des diverses Commissions.

93. Nous ne pensons pas qu'il faille nous attarder, comme on l'a fait, sur les inconvénients que ces propositions visent à pallier; ils ne sont que trop manifestes. Nous examinerons donc si les amendements proposés portent atteinte à la dignité de l'Assemblée et à la liberté d'expression des orateurs.

94. Nous reportant à l'annexe au mémoire du Secrétaire général, nous lisons au paragraphe premier: "Le Président ou tout représentant peut proposer de limiter..." Cela est un des amendements proposés. Le texte actuel de l'article 73 du règlement intérieur n'indique pas expressément à qui appartient l'initiative de demander la limitation du temps de parole. L'amendement se borne à donner au Président le droit de proposer lui-même, sans avoir à s'en remettre pour cela à un représentant, la limitation du temps de parole de chaque orateur et le nombre des interventions qu'un représentant est autorisé à faire sur une même question. On lit plus loin — et c'est là un réel amendement: "Outre l'auteur de la motion, deux représentants

peuvent prendre la parole en faveur de la motion et deux contre, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix." L'article 73, non amendé, dit notamment: "L'Assemblée générale peut limiter le temps de parole de chaque orateur." Ce droit lui reste entièrement acquis, car c'est elle qui, par son vote, décidera s'il y a lieu ou non de procéder à cette limitation.

95. Le but des amendements proposés au paragraphe premier est simplement d'éviter que les soixante représentants ne se mettent à discuter la proposition de limiter la durée des interventions, chacun d'eux demandant la parole deux fois ou davantage, souvent pour faire des digressions, abus qu'aucun d'entre nous ne jurera n'avoir jamais commis. Il est donc question non pas de limiter le nombre des interventions, mais d'arrêter une procédure efficace qui permette d'écourter un débat prolongé lorsque le Président, par exemple, ou l'un quelconque des représentants, jugerait opportun de l'écourter. Il s'agit tout simplement de fixer une procédure rapide, distincte de celle qui régit la discussion des questions de fond; la nécessité en a été reconnue. Je me réfère au précédent que constitue l'article 23 qui vise les débats relatifs à l'inscription d'une question à l'ordre du jour; cette procédure est, à bien des égards, semblable à celle que nous envisageons maintenant et l'expérience que nous en avons est très instructive.

96. Si la proposition du Président lui paraît inopportune, l'Assemblée la rejettera. Je suis convaincu qu'aucun président ne s'exposera à voir l'Assemblée rejeter deux ou trois fois sa proposition. Il ne s'agit donc pas de limiter le nombre des interventions pour le plaisir de les limiter, que ce soit le Président ou un représentant qui le fasse. N'oublions pas qu'il ne s'agit pas seulement du Président: en effet, l'amendement dit "Le Président ou tout représentant..." La motion de limitation ayant été présentée, seuls deux représentants peuvent prendre la parole en faveur de la motion et deux contre, pour éviter que le débat de procédure ne dure aussi longtemps que le débat sur la question de fond, ce qui s'est déjà produit. On se propose de procéder comme dans le cas de l'inscription d'une question à l'ordre du jour, c'est-à-dire de limiter le nombre des orateurs afin d'éviter que vingt, vingt-cinq ou trente orateurs, au lieu de trois, n'interviennent dans le débat, comme cela s'est produit il y a quelques jours à peine. En d'autres termes, l'on cherche à éviter que la discussion d'une motion de limitation du temps de parole ne prenne autant de temps que le débat lui-même. Comme il s'agit d'une question de procédure, et par là même subsidiaire, l'emploi d'une procédure simplifiée, semblable à celle qui a été établie au sujet de l'inscription d'une question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, s'impose manifestement. La différence entre la procédure prévue par l'article 23 et celle qui nous est maintenant proposée se réduit à ceci: la première prévoit que trois orateurs peuvent prendre part à la discussion, la seconde n'en prévoit que deux. La délégation de l'Equateur estime que ce nombre est peut-être insuffisant, mais on ne saurait discuter la nécessité de fixer un nombre limite. Je suggérerai que le nombre des orateurs soit limité à trois — et non à deux — afin que, disons, les principales régions du monde puissent faire connaître leur opinion sur la motion présentée, soit par le Président, soit par l'un quelconque des représentants. De l'avis de ma délégation, la solution la

plus appropriée serait, en l'occurrence, de permettre l'intervention de six orateurs: trois en faveur de la motion et trois contre la motion. Mais nous estimons indispensable de fixer une procédure plus rapide. Nous n'avons pas lieu d'hésiter pour ce qui est de l'adoption de ce premier paragraphe; il ne s'agit pas, en effet, de priver les orateurs de leur droit d'intervenir une, deux ou trois fois, pour discuter une question quant au fond, mais simplement de fixer une limite lorsque le débat se prolonge à tel point que le Président de l'Assemblée ou de la Commission, ou l'un d'entre les représentants, juge opportun d'en proposer la limitation. Si l'on admet le principe d'une motion de ce genre, il nous faut en fixer la procédure et déterminer si deux représentants seulement seront admis à intervenir — nous proposons que trois le soient — en faveur de la motion et un nombre égal contre la motion, après quoi la motion serait immédiatement mise aux voix. Il appartiendra à l'Assemblée ou à la Commission intéressée de décider. La procédure proposée ne porte donc en aucune façon atteinte au droit effectif de l'Assemblée générale, laquelle, aux termes de l'article 73, est habilitée à limiter la durée des débats. Ne créons donc pas de problèmes qui n'existent pas.

97. Le paragraphe 2 de l'annexe au memorandum, qui a trait aux articles 75 et 115, se borne à ajouter que le Président, et non un représentant seulement, peut demander l'ajournement du débat. D'après le libellé actuel de l'article 75, cette faculté est réservée aux seuls représentants. Personne n'ignore que, si le Président juge opportun de présenter une telle demande, il peut le faire par l'intermédiaire de l'un quelconque des représentants; en effet, sur les soixante représentants, il y en aura toujours un qui sera disposé à le faire par complaisance ou par déférence pour le Président. Je me permets d'ajouter que non seulement nous devons agir ainsi par déférence, par une courtoisie élémentaire envers le Président, mais que nous ne portons en rien atteinte à notre propre dignité en permettant au Président de mettre en jeu la procédure de limitation du débat.

98. L'amendement aux articles 76 et 116 propose une procédure analogue. Les observations que nous venons de présenter au sujet du paragraphe 2 de l'annexe au memorandum valent donc également pour le paragraphe 3.

99. Quant à l'amendement proposé au paragraphe 4, il vise simplement à obliger les délégations à préparer en temps voulu leurs interventions, de façon à éviter que le débat ne puisse s'ouvrir à nouveau, sous une forme ou une autre, une fois que tous les orateurs inscrits ont pris la parole. Cela revient à dire que, lors de l'établissement de la liste des orateurs, tous ceux qui désirent intervenir dans le débat devront l'annoncer en temps utile afin que le débat puisse être considéré comme clos dès que cette liste aura été épuisée. C'est la raison pour laquelle on a ajouté aux articles 74 et 114 le texte suivant: "Lorsque la discussion portant sur un point est terminée du fait qu'il n'y a pas d'autres orateurs inscrits, le Président prononce la clôture de la discussion. En pareil cas, la clôture des débats a le même effet que si elle était approuvée par l'Assemblée générale (la Commission)." Grâce à l'adoption de cette procédure, il n'y aura plus lieu de laisser la question en suspens. Une délégation ne pourra plus reprendre la parole et, sous prétexte qu'elle juge à propos de

présenter de nouveaux arguments de poids, insister pour que le débat se poursuive, ce qui a pour effet de reléguer les autres questions au deuxième plan et d'empêcher qu'elles ne soient examinées au moment opportun. Au contraire, toutes les délégations qui désirent intervenir dans le débat devront s'inscrire en temps utile afin de permettre la continuation du débat sur la question qui les intéresse.

100. Passons maintenant à l'avant-dernier paragraphe de l'annexe au memorandum. L'amendement proposé est ainsi libellé: "Une motion d'ordre ne peut porter que sur des questions qui relèvent de la compétence du Président." C'est énoncer un principe parlementaire élémentaire; il n'y a là rien de nouveau, rien de révolutionnaire. Nous savons tous que ce principe devrait être observé; mais personne n'en tient compte, nous le savons bien. Combien de fois, sous prétexte de présenter une motion d'ordre, des représentants n'ont-ils pas cherché à reprendre la discussion, prononcé de nouveaux discours qui n'avaient pas le moindre rapport avec la question à l'examen, abordé des questions politiques en des termes qui, manifestement, sont calculés pour l'opinion publique de leur pays! C'est ce que l'amendement proposé veut éviter en stipulant que les motions d'ordre pourront porter uniquement sur des questions qui relèvent de la compétence du Président. En fin de compte, les motions d'ordre se limitent à des questions de cette nature.

101. Enfin, en ce qui concerne le paragraphe 6 de l'annexe au memorandum, il ne s'agit pas, à proprement parler, d'un amendement, mais simplement de la reconnaissance d'un fait: Puisqu'on a créé une Commission de l'Assemblée, à savoir la Commission politique spéciale — que nous approuvions ou non la création de cet organe — il est normal que le Président de cette Commission soit habilité, lui aussi, à faire partie du Bureau de l'Assemblée. A part l'insertion d'une phrase commençant par les mots "Tous les membres du Bureau" — modification qui ne porte d'ailleurs que sur la rédaction et non pas sur le fond — la seule idée nouvelle qu'on ait introduite est celle qui rappelle que le Président de la Commission politique spéciale est membre du Bureau. Il suffira de se reporter au texte actuel de l'article 38 pour constater que c'est la seule modification qu'apporte ce paragraphe.

102. En résumé, la délégation de l'Equateur ne croit pas que les amendements proposés portent atteinte au droit qu'a chaque délégation d'exposer dûment son point de vue.

103. Pour en revenir au paragraphe premier, on pourrait craindre que le Président ou tout représentant ne propose la clôture prématurée du débat. Mais c'est pour éviter cela que l'on prévoit un vote, qui exprimera l'opinion générale des délégations. Le droit de proposer la clôture n'appartient pas seulement au Président, mais à tout membre d'une délégation, qui peut présenter une proposition à cet effet s'il estime qu'une question a été suffisamment débattue. Je vous citerai l'exemple concret que voici: à cette heure tardive — il est près de 13 heures — alors que le point qui nous occupe a déjà fait l'objet d'une discussion prolongée, y aurait-il le moindre inconvénient à ce que le Président proposât la limitation du temps de parole, même si quatre ou cinq orateurs désirent encore faire des exposés détaillés sur la question? Une proposition à cet effet pourrait émaner du Président ou d'un membre d'une délégation

quelconque. L'amendement proposé vise précisément à éviter que toutes les soixante délégations n'interviennent dans le débat, simplement pour se prononcer sur le point de savoir s'il convient ou non de limiter le temps de parole.

104. M. KYROU (Grèce) (*traduit de l'anglais*): Je prends la liberté de déclarer que ce n'est certainement pas par de longs discours que nous contribuerons à faire progresser l'idée de limiter la durée des sessions ordinaires de l'Assemblée générale. Je serai donc très bref.

105. Ma délégation a étudié attentivement le mémoire du Secrétaire général dont est saisie l'Assemblée générale. Le Secrétaire général et ses collaborateurs ont fait preuve, en étudiant cette question, d'une extrême prudence, tout en se montrant justes et raisonnables. En qualité de représentant permanent de mon pays auprès de l'Organisation des Nations Unies, j'ai eu, jusqu'à un certain point, l'occasion de suivre l'élaboration des propositions du Secrétaire général. Je suis heureux de pouvoir déclarer que mon gouvernement les approuve sans réserve.

106. Je pense que l'Assemblée désirera renvoyer à la Sixième Commission les amendements au règlement intérieur qui ont été proposés. Ma délégation appuiera ces amendements lorsque la Commission se prononcera à leur sujet. Nous approuvons également toutes les autres propositions formulées.

107. Nous appuyons tout particulièrement la proposition tendant à constituer entre les sessions de l'Assemblée générale une commission spéciale à laquelle tous les Membres de l'Organisation seraient représentés. Cette commission pourrait examiner les questions dont l'Assemblée générale a, faute de temps ou pour d'autres motifs, renvoyé l'examen lors de sa précédente session.

108. D'une manière plus générale, il ne viendrait à personne l'idée de nier que la complète liberté de parole dont jouissent toutes les délégations est et restera toujours un principe essentiel de l'Assemblée générale et de l'Organisation des Nations Unies. Nous estimons que la meilleure façon de respecter et d'appliquer ce principe consiste à rendre notre règlement intérieur plus stable et à l'améliorer. De même que le bon gouvernement d'un pays dont les lois sont unanimement respectées garantit la liberté de ses citoyens, un règlement intérieur satisfaisant constituera, à notre avis, la meilleure sauvegarde de la liberté de parole au sein de l'Assemblée générale.

109. M. VAN LYNDEN (Pays-Bas) (*traduit de l'anglais*): La délégation des Pays-Bas a toujours préconisé l'adoption d'une procédure simple et rapide au sein de tous les organes des Nations Unies. S'il doit en être ainsi au sein de chaque organe en particulier, cette obligation est encore plus impérieuse pour les sessions annuelles de l'Assemblée générale.

110. L'Organisation des Nations Unies a été l'une des premières organisations internationales créées après la deuxième guerre mondiale. Dès la Conférence de San-Francisco, en 1945, de nombreux pays ont pris l'habitude de se faire représenter aux conférences par plusieurs membres éminents de leurs gouvernements et par des personnalités appartenant à leurs parlements, à leurs universités et à leurs syndicats. Or, beaucoup d'autres conférences et d'autres organisations internationales n'ont pas tardé à tenir des réunions dans de nombreuses parties du monde, notamment en Europe

occidentale et l'usage que je viens de mentionner a été également appliqué à plusieurs de ces assemblées. A l'heure actuelle, le fardeau qui incombe à un grand nombre de ministres et de parlementaires, ainsi qu'à d'autres personnalités qui ne font pas partie des délégations permanentes, est si lourd qu'il devient plus que jamais nécessaire de procéder à un nouvel examen de la question et de chercher à alléger ce fardeau en abrégant la durée des sessions.

111. Ce n'est pas la première fois qu'on propose des "mesures tendant à limiter la durée des sessions ordinaires de l'Assemblée générale", mais ma délégation n'en a pas moins accueilli avec satisfaction l'initiative prise au cours de la dernière partie de la sixième session de l'Assemblée générale par un certain nombre de délégations, sous l'impulsion de la délégation norvégienne, et les propositions qu'elles ont formulées à cette fin. Le mémoire rédigé par le Secrétaire général, après consultation avec les diverses délégations, contient les propositions que l'Assemblée étudie actuellement. Nous y retrouvons plusieurs des suggestions que nous avons faites en réponse à la communication du Secrétaire général en date du 1er août 1952.

112. Malgré ce que je viens de dire, je tiens à préciser sans attendre que nous n'entretenons pas d'espoirs exagérés au sujet de l'aboutissement de ces propositions. Il importe surtout d'obtenir que les délégations en général et les représentants en particulier acceptent volontairement de se plier à une certaine discipline. Nous pouvons faire appel à leur modération, mais nous ne pouvons pas leur imposer de restrictions.

113. Le rapport du Secrétaire général contient cinq groupes de suggestions et de propositions dont je désire parler. Le premier groupe concerne l'ordre du jour. Nous approuvons ces propositions et notamment la recommandation aux termes de laquelle l'étude des rapports ne devrait être inscrite à l'ordre du jour provisoire que lorsque la demande en est formulée explicitement. Nous aimerions en outre suggérer à ce propos, comme nous l'avons déjà fait dans notre réponse au Secrétaire général, qu'au lieu d'inscrire automatiquement chaque année à l'ordre du jour les questions dont l'examen revient périodiquement, on en étudie certaines une année et les autres l'année suivante; en d'autres termes, l'Assemblée procéderait à l'examen de ces questions une fois tous les deux ans et non plus chaque année.

114. En second lieu, examinons le groupe des propositions touchant les travaux des grandes Commissions et, dans une mesure plus restreinte, ceux des séances plénières. Nous n'attendons pas grand-chose de ces propositions sur le plan pratique, mais elles pourront avoir une certaine influence. Pour notre part, nous insistons sur l'intérêt qu'il y aurait à limiter plus fréquemment la durée des discours et à appliquer plus strictement les articles du règlement intérieur applicables aux motions d'ordre. Nous approuvons la définition de la motion d'ordre qui serait ajoutée à la fin des articles 72 et 112. En outre, nous aimerions que les fonctionnaires du Secrétariat qui assistent les présidents de commissions prêtent une attention particulière à ces propositions. Pour remédier au manque d'expérience bien compréhensible des nouveaux présidents, il faut, comme c'est déjà très souvent le cas, que les secrétaires de commissions les fassent bénéficier de leurs conseils.

115. Passons, en troisième lieu, à la question des commissions spéciales appelées à siéger entre les sessions, et où soixante Etats Membres seraient représentés. Ma délégation n'approuve pas cette suggestion. Nous estimons qu'elle pourrait au contraire avoir pour résultat d'éparpiller les travaux de l'Assemblée sur toute l'année. En outre, la ou les commissions ainsi constituées pourraient faire double emploi et auraient tendance à empiéter sur le domaine des Conseils et sur celui des commissions et comités déjà existants.

116. Voyons, en quatrième lieu, la proposition tendant à réunir simultanément cinq Commissions au lieu de quatre. En théorie, cette décision aurait sans aucun doute pour effet d'accélérer nos travaux. Nous nous demandons toutefois si une telle mesure apporterait une amélioration sensible. A l'heure actuelle, on renvoie souvent les séances prévues parce que les délégations sont insuffisamment préparées. En outre, les petites délégations — et j'entends par là les délégations moins nombreuses que celle de mon propre pays — pourraient se trouver dans l'impossibilité de se faire représenter à un si grand nombre de séances.

117. Enfin, le mémoire propose de fixer une date d'ouverture plus tardive. Nous approuvons cette proposition parce que nous estimons qu'en égard au désir bien connu que chacun, y compris les personnalités politiques et les savants, a de passer les fêtes de Noël au sein de sa famille, cette mesure pourrait avoir pour résultat d'abrégier la durée de la session.

118. Après ces quelques remarques, je n'ai pas l'intention de faire un exposé détaillé sur les modifications qu'il est proposé d'apporter aux articles pertinents de notre règlement intérieur. Je désire toutefois compléter les observations faites par ma délégation à propos de la création d'une ou de plusieurs commissions spéciales entre les sessions, en précisant qu'elle réserve son attitude au sujet de la dernière phrase du nouveau texte proposé pour l'article 38.

119. M. DAYAL (Inde) (*traduit de l'anglais*): Je serai très bref. Ma délégation a étudié avec soin les suggestions présentées par le Secrétaire général au sujet des moyens d'abrégier la durée de la session de l'Assemblée générale. Il est certain que les dernières sessions, du fait de leur durée, ont imposé de lourdes charges, financières et autres, à de nombreuses délégations. Mais toute proposition en vue de réduire cette charge mérite un examen attentif. Il est certain que cette réduction doit être effectuée en améliorant les méthodes et les procédures appliquées par l'Assemblée générale et non en restreignant le droit des délégations de faire inscrire des questions à l'ordre du jour et d'obtenir un examen complet et rapide de ces questions.

120. Ainsi que le Secrétaire général l'a fait lui-même observer, ce qui importe avant tout, c'est d'agir au mieux des intérêts de l'Assemblée générale; la durée même des sessions doit passer au second plan. L'examen détaillé des problèmes internationaux constitue peut-être la fonction la plus importante, la fonction essentielle de l'Assemblée générale. C'est pourquoi la plupart des Membres estiment, ainsi qu'il a été indiqué également dans le mémoire, que toute mesure en vue de limiter la durée et le nombre des interventions porterait atteinte aux bases mêmes des fonctions de l'Assemblée générale dans l'Organisation et compromettrait les droits de ses Membres. Au nombre des propositions

énoncées dans le mémoire figure la création d'une commission spéciale siégeant entre les sessions. Si cette commission doit simplement faire des recommandations destinées à être étudiées à la prochaine session de l'Assemblée générale, certains Etats Membres peuvent avoir des raisons de craindre que l'examen des questions qui présentent pour eux une grande importance ne soit retardé du fait de leur renvoi à cette commission et ne se trouve, par là même, reporté à une autre session. En outre, à moins que les Etats Membres ne soient convaincus de l'utilité de la commission envisagée et qu'ils ne coopèrent à ses travaux, la création de cet organe peut faire plus de mal que de bien.

121. Etant donné la complexité des problèmes d'administration et de procédure soulevés dans le mémoire dont l'Assemblée est saisie, ma délégation estime que l'on aurait sans doute avantage à ne pas examiner ce document de façon détaillée à la présente séance plénière. A notre avis, il serait préférable que l'Assemblée générale prenne d'abord connaissance de l'opinion éclairée d'un groupe restreint d'experts qui étudierait l'ensemble de la question. Par "experts", nous entendons les Présidents successifs de l'Assemblée générale

et de la Sixième Commission. Un comité composé de cinq ou six de ces personnalités, assistées du Secrétaire général et peut-être également du Secrétaire général adjoint chargé du Département des conférences et des services généraux, pourrait, à notre avis, dégager certaines notions et suggérer à l'Assemblée quelques propositions utiles. C'est alors que l'Assemblée générale pourrait examiner ces propositions. Nous espérons que les experts seraient en mesure de présenter leurs recommandations avant la fin de la présente session. Mais s'il leur était impossible de le faire, l'Assemblée pourrait fort bien attendre jusqu'à sa huitième session pour poursuivre l'examen de la question. Nous proposons de laisser au Président le soin de convoquer un tel comité dont il dirigerait les travaux. Le renvoi à un comité du mémoire du Secrétaire général serait, en outre, conforme à l'article 162 du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

122. Nous espérons donc que le Secrétaire général, pour les raisons qui viennent d'être exposées, prendra en considération les propositions que j'ai formulées.

La séance est levée à 13 heures.